



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

automobiles

Question au Gouvernement n° 1636

Texte de la question

INDUSTRIE AUTOMOBILE

M. le président. La parole est à M. Jean-Paul Lecoq, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Jean-Paul Lecoq. Monsieur le ministre chargé de l'industrie, malgré 65 milliards de fonds publics versés aux entreprises par an, le chômage, y compris partiel, flambe, les délocalisations perdurent, la précarité s'aggrave, notre industrie recule.

Après M. Séguin, M. Copé, l'un des parlementaires des plus proches du MEDEF (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*) reconnaît que ces aides sont " mal utilisées ".

M. Jean-Marc Roubaud. C'est faux !

M. Jean-Paul Lecoq. Je l'ai lu dans *Le Journal du Dimanche* du 25 octobre. Le Gouvernement soutient bien plus le grand patronat et le capital que le travail.

Vous nous démontrez au quotidien que les actionnaires comptent plus que les ouvriers. C'est cela qui a produit et qui nourrit la crise.

L'automobile est un cas d'école. Grâce à 6 milliards de prêts, aux aides directes en tous genres, à la prime à la casse... les voitures françaises se vendent, mais les constructeurs les produisent ailleurs. Chez Renault, l'État, premier actionnaire, n'épouse-t-il pas cette stratégie ? Vous versez des fonds publics sans condition, mais les produits phares - Twingo et Clio - restent externalisés et une partie du haut de gamme serait désormais produite en Corée.

Il n'y a que deux choix : accepter, comme vous le faites, que l'industrie automobile, avec ses équipementiers et ses sous-traitants, déserte nos territoires et regarder les véhicules débarquer sur le port du Havre avant d'en disposer ; ou produire en France les véhicules que nous utilisons avec tout ce que cela implique d'innovation dans la propulsion et la recyclabilité de nouveaux types de véhicules pour toutes les gammes.

Le syndicat CGT de Sandouville porte un projet industriel original et novateur. Monsieur le ministre, si ce n'est déjà fait, nous vous invitons, avec mon collègue Daniel Paul, à en prendre connaissance et à recevoir une délégation de ce syndicat ainsi que des élus de la région havraise qui soutiennent ce projet.

Quelles mesures comptez-vous prendre pour accompagner des projets alternatifs de cette qualité ?

(*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR et sur quelques bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. Laurent Wauquiez, secrétaire d'État chargé de l'emploi.

M. Laurent Wauquiez, *secrétaire d'État chargé de l'emploi*. Monsieur le député, je vous demande tout d'abord de bien vouloir excuser Christian Estrosi qui ne pouvait pas être présent aujourd'hui.

Revenons, si vous le voulez bien, un an en arrière.

À cette époque, les perspectives en matière d'industrie automobile étaient noires ; on craignait des plans sociaux massifs ; on annonçait potentiellement des fermetures d'usines chez PSA et Renault. Vous avez d'ailleurs fait partie, monsieur Lecoq, des parlementaires qui avaient tiré la sonnette d'alarme.

À la demande du Président de la République et du Premier ministre, nous avons donc travaillé d'arrache-pied avec l'équipe de Christine Lagarde. Nous avons tout d'abord mis en place la prime à la casse, au départ contestée, et que le Président de la République a réussi à imposer partout en Europe. Cette prime a permis d'enrayer la chute du marché de l'automobile. Nous avons également pris des mesures pour l'emploi : je pense, notamment, au contrat de transition professionnelle déployé, notamment chez vous, sur le bassin de

Sandouville. Je pense aussi à l'activité partielle qui a permis de sauver, principalement dans le secteur automobile, plus de 300 000 emplois qui étaient menacés.

Il est vrai qu'il reste beaucoup à faire pour le développement de véhicules propres. Il en va de même pour les équipementiers automobiles. Il reste également à étudier des projets, tels que ceux que vous avez évoqués, et sur lesquels nous sommes prêts à travailler.

Tout cela a-t-il été fait en vain ? Sûrement pas ! En effet, un an après, il n'y a pas eu de fermeture d'usine chez PSA et Renault. Un an après, il n'y a pas eu de licenciement sec chez PSA et Renault. Un an après, certains produits, tels que la Clio, ont été relocalisés en France.

Si vous établissez une comparaison avec ce qui s'est passé de l'autre côté de l'Atlantique - notamment aux États-Unis sur des sites comme Detroit - où aujourd'hui il y a des friches industrielles immenses et un taux de chômage qui explose à plus de 40 %, je pense que l'on peut apprécier la différence.

Monsieur Lecoq, je le sais, vous êtes, comme nous, attaché aux emplois industriels. Nous pouvons nous retrouver au moins sur ce terrain ! (*Applaudissements sur divers bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Paul Lecoq](#)

Circonscription : Seine-Maritime (6^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1636

Rubrique : Automobiles et cycles

Ministère interrogé : Emploi

Ministère attributaire : Emploi

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 28 octobre 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 28 octobre 2009